



## En Nouvelle-Calédonie, « une impasse locale et nationale »

La gravité de la situation économique et sociale de l'archipel exige la nomination d'un gouvernement pour piloter le dossier

Après seize semaines d'insurrection indépendantiste qui ont conduit à la mort violente de onze personnes et à l'effondrement de l'économie, la Nouvelle-Calédonie et ses 270 000 habitants plongent dans une crise sociale majeure. « *Le pire est à venir* », a averti, mercredi 28 août, la représentante du patronat calédonien, Mimsy Daly, à l'occasion de l'université d'été du Medef, à Paris. « *Toutes les aides publiques sont coupées. Le domaine de la santé est en faillite et les aides sociales s'arrêtent les unes après les autres. C'est une urgence sociale, pas uniquement économique* », a-t-elle précisé, lundi, sur Franceinfo.

Le Congrès de Nouvelle-Calédonie a adopté mercredi une résolution lancée par le parti non indépendantiste modéré Calédonie ensemble, qui évalue les besoins de reconstruction à financer par l'Etat à 500 milliards de francs Pacifique (4,2 milliards d'euros) sur cinq ans, et réclame la création d'un comité interministériel à Paris pour gérer la crise. « *Nous sommes dans une impasse politique locale doublée d'une impasse nationale faute de majorité et de gouvernement, et cela en plein chaos économique et social. Le sujet, c'est d'éviter les émeutes de la faim à la fin de 2024* », affirme Philippe Gomès, responsable de Calédonie ensemble, selon qui la moitié des salariés calédoniens seraient menacés de chômage partiel.

A Nouméa, le gouvernement présidé par Louis Mapou a vécu comme un coup de tonnerre mercredi la démission de Vaimu'a Muliava, chargé notamment de la fonction publique et de l'urbanisme. Jeudi 29 août s'ouvre pourtant une consultation politique et citoyenne d'un mois sur le plan de « *sauvegarde, refondation et reconstruction* » du même gouvernement, qui promet ni plus ni moins de changer de modèle économique et social.

« *C'est d'abord la survie*, a expli-

qué Yannick Slamet, chargé du budget et des comptes sociaux, lundi, sur NC La Première. *L'urgence absolue, c'est l'extrême nécessité.* Il faut aussi, selon lui, « *pouvoir terminer l'exercice 2024 pour l'ensemble des institutions* ». Si les échanges sont constants avec Paris sur la gestion financière de la crise, les interlocuteurs manquent, souligne-t-on à Nouméa, et la gravité de la situation exige qu'un nouveau gouvernement succède aux ministres démissionnaires pour piloter le dossier. Le territoire se sent abandonné et en appelle à la solidarité nationale.

### « Dossier extrêmement suivi »

« *Nous sommes conscients que les Calédoniens ont le sentiment d'être abandonnés. Mais le dossier est extrêmement suivi par Bruno Le Maire* », plaide-t-on au ministère de l'économie et des finances. Quatre fonctionnaires se relaient à Nouméa, tandis qu'une chargée de mission, nommée au cabinet du ministre démissionnaire, réunit par visioconférence les fédérations professionnelles chaque semaine. M. Le Maire doit lui-même tenir une nouvelle réunion à distance en fin de semaine.

Bercy précise que, depuis début juin, 272 millions d'euros (en majorité des prêts ou des avances remboursables) ont été versés au gouvernement de Nouméa et aux entreprises du territoire, hors le secteur du nickel, qui reste à part. Le gouvernement local a chiffré ses besoins immédiats à 750 millions d'euros ; il en a reçu 200 millions de l'Etat. Ces premiers soutiens ont permis de maintenir sous perfusion les finances publiques locales, de boucher les trous des comptes sociaux, de payer le chômage partiel, de sauver le gestionnaire du système électrique. Le reste a été versé aux entreprises, notamment 24 millions d'euros au titre du fonds de solidarité des TPE-PME, des mon-

tants jugés insuffisants par le patronat. Par ailleurs, la situation de l'assurance inquiète Bercy.

Ces aides d'urgence ont pu être engagées dans le cadre de la « gestion des affaires courantes » par le gouvernement de Gabriel Attal. « *Les mois qui arrivent seront cruciaux*, précise-t-on à Bercy. *Il faut que le nouveau pacte économique et social annoncé soit discuté au plus vite, et qu'il y ait assez de consensus localement pour le mettre en œuvre.* »

### « Ça va être douloureux »

La reconstruction n'est donc pas engagée. Pour la suite, l'absence d'exécutif national apte à prendre des décisions structurantes ajoute à l'incertitude. Les services de Bruno Le Maire refusent de fournir une estimation globale des besoins, car le soutien de l'Etat sera conditionné aux réformes annoncées à Nouméa. Le territoire, juge Bercy, a vécu depuis trente ans au-dessus de ses moyens : surrémunération des fonctionnaires, système de retraite trop généreux, énergie sous-tarifée ou encore manque de recettes fiscales. « *Ça va être douloureux pour tout le monde, mais on n'a pas le choix* », convient Yannick Slamet, membre du gouvernement calédonien.

« *Le choc de ce qui s'est passé a un coût humain lourd, car chacun se méfie désormais de l'autre, ce qui joue sur la confiance qu'ont les Calédoniens dans leur capacité à rebondir, donc à consommer, et à investir* », analyse Samuel Gorohouna, économiste, maître de conférences à l'université de Nouvelle-Calédonie. Les soldes, lancées malgré tout, promettent des rabais de 80 %. « *Cela en dit long sur la volonté de faire entrer de la trésorerie dans l'économie*, illustre-t-il. *Le problème est que la crise dure. Or, plus on attend, plus les gens partent, et plus on s'enfoncé. Il faut casser ce cercle vicieux.* »

« *Personne à Paris ne nous a*





*abandonnés», a assuré mercredi Sonia Backès, cheffe de file des loyalistes, après avoir vu M. Le Maire et Gérard Darmanin, à l'intérieur. Le problème est que loyalistes et indépendantistes calédoniens, plus opposés que jamais, gouvernent le territoire sans s'accorder sur son avenir. « Est-ce pertinent de reconstruire alors que le cadre politique n'est pas fixé, pour risquer de tout devoir recommencer au prochain mouvement? », s'interroge Samuel Gorohouna. ■*

**NATHALIE GUIBERT**

**« LE PROBLÈME EST  
QUE LA CRISE DURE.  
OR, PLUS ON ATTEND,  
PLUS LES GENS PARTENT  
ET PLUS ON S'ENFONCE »**

**SAMUEL GOROHOUNA**  
économiste et maître  
de conférences à l'université  
de la Nouvelle-Calédonie

